

TABLE RONDE NO. 3

[Ce document, ainsi que d'autres informations concernant la Session extraordinaire consacrée aux enfants, est disponible sur le site officiel:

<http://www.unicef.org/specialsession/french/>]

Vendredi 10 mai 2002

Co-présidents :

S.E. M. Sher Bahadur Deuba, Premier ministre népalais

S.E. M. Levy Mwanawasa, Président zambien

« Écoutez ce que nous avons à dire, parce que cela vous aidera à prendre les bonnes décisions pour nous... et avec nous ».

Sara Mandic (16 ans), République fédérale de Yougoslavie

« Il faut que vous croyiez en nous et que vous investissiez pour nous ».

Yang Ngen Fat (17 ans), Suriname

Les deux jeunes délégués ont donné le ton de cette discussion de table ronde. Sara Mandic, de République fédérale de Yougoslavie, a insisté sur le fait que l'éducation et les écoles doivent être adaptées aux besoins des enfants, car dans des écoles de mauvaise qualité, « on étudie, mais on n'apprend pas ». Yang Ngen Fat du Suriname a parlé des répercussions tragiques des sévices et de l'exploitation sur la vie d'un enfant, et a demandé aux participants d' « imaginer tous les jeunes victimes de maltraitance... vendus... qui n'ont pas de famille qui s'occupe d'eux ». Puis il a posé la question suivante : « Quel sera leur avenir » ? D'autres jeunes ont pris part à la table ronde dans le cadre de leurs délégations nationales, et ont évoqué la violence à la maison, la toxicomanie et les droits des enfants autochtones.

La question des ressources a peut-être été au centre des débats parce que sans elles, il sera impossible d'atteindre les objectifs d'un monde digne des enfants. Nombre de participants à la table ronde ont demandé que les engagements internationaux relatifs à l'aide publique au développement soient respectés et que des ressources supplémentaires soient affectées aux programmes en faveur des enfants et des femmes. Ils ont mis en avant l'importance de la bonne gouvernance et des investissements en faveur du développement humain, et ont demandé que l'aide octroyée aux enfants ne soit assujettie

à aucune condition. Tous les participants ont convenu qu'il fallait briser le cycle de la pauvreté pour assurer un avenir meilleur aux enfants. Certains ont revendiqué des systèmes d'échange plus équitables, l'ouverture des marchés et des solutions économiques adaptées aux réalités des pays.

Le VIH/SIDA menace la vie des enfants, notamment en Afrique, où les acquis des 50 dernières années ont été perdus au cours des 5 à 10 ans écoulés. Outre des médicaments à prix réduit ou préférentiel, les pays doivent disposer des infrastructures appropriées, de cliniques, de personnel de santé formé, de services de conseil et de dépistage volontaire et d'eau propre. M. Kunio Waki, Directeur général adjoint du FNUAP, a déclaré qu'il fallait faire confiance aux jeunes et leur donner les moyens de se prendre en charge en leur offrant des connaissances sur la santé en matière de procréation.

De nombreux participants ont insisté sur le fait qu'il convenait d'accorder une attention spéciale aux besoins et aux droits des filles en matière de nutrition, d'éducation et de protection contre les sévices et l'exploitation, notamment au vu des risques liés au VIH/SIDA. Dans nombre de familles, les filles ne sont toujours pas scolarisées parce que les parents ne peuvent pas payer les droits d'inscription de tous leurs enfants. Ils n'envoient donc à l'école que les garçons.

L'éducation reste essentielle pour permettre aux enfants de devenir des membres productifs et heureux de la société, et cela depuis l'enseignement préscolaire jusqu'aux études secondaires. Les participants ont souligné la nécessité impérieuse d'une éducation primaire de qualité, en précisant que les enfants devaient être préparés aux changements qui transforment aujourd'hui notre monde et acquérir de nouvelles compétences dans les domaines des affaires, de la science et de la technologie. Les enseignants doivent avoir une formation adéquate. L'accès aux ordinateurs et à Internet est essentiel pour combler le fossé numérique. Les enfants doivent aussi étudier des sujets qui les intéressent et développer leur créativité. Ils doivent apprendre la tolérance et le respect des autres et de l'environnement. Ils doivent connaître leurs droits pour qu'ils puissent à leur tour les enseigner à leurs enfants.

Un certain nombre de commentaires ont été faits à propos des châtiments corporels à l'école et plusieurs intervenants ont expliqué que cette pratique était acceptée dans leur pays. Yang Ngen Fat a rapporté qu'il avait été battu et qu'on l'avait accusé de bêtise. Selon lui, les rapports entre le maître et ses élèves ne devaient pas se fonder sur un usage excessif de l'autorité. « Comprenez nos objectifs et ne nous traitez pas en inférieurs », a-t-il déclaré. Un participant était d'avis que des mesures de discipline positives soient substituées aux châtiments corporels.

L'éducation commence au sein de la famille, ce qui garantit à l'enfant un bon départ dans la vie. Les participants ont mis en avant le rôle important joué à la fois par la mère et le père dans la vie des enfants. Comme l'a rappelé l'un des jeunes délégués, les enfants ont le droit de vivre à l'abri de la violence dans leur foyer. Plusieurs participants ont annoncé que leur gouvernement avait adopté des lois relatives à la protection des enfants à la maison, mais qu'il était aussi essentiel de former les policiers, les enfants et les familles

elles-mêmes, ainsi que le reste de la société pour que ces lois soient respectées. Si l'État est responsable au premier chef de la protection des droits des enfants, les familles, les communautés et les ONG ont aussi un rôle à jouer. Dans certains cas, les familles ont besoin d'un appui financier ou d'un autre soutien pour envoyer leurs enfants à l'école au lieu de les faire travailler.

De nombreux intervenants ont évoqué les effets dévastateurs des conflits armés sur les enfants. Lorsque la guerre éclate, les enfants souffrent physiquement – ils sont enlevés, recrutés dans les forces armées, pris pour cibles et mutilés, victimes des mines ou blessés au combat. Ils ne sont pas vaccinés et ne reçoivent aucun autre service de santé. Ils ne vont plus à l'école. Mais ils souffrent aussi sur le plan émotionnel, et les enfants touchés par un conflit ont besoin d'attention et de soins spéciaux. D'autres participants ont évoqué d'autres formes d'exploitation des enfants, notamment l'exploitation sexuelle, et ont rappelé la déclaration récemment adoptée à Yokohama sur cette question.

Les jeunes ont tous déclaré que les mots devaient être suivis par des actes. Un grand nombre de participants à la table ronde ont demandé la mise en place de mécanismes juridiques correspondant aux engagements politiques, ainsi que la formulation et la mise en œuvre de lois et de systèmes judiciaires internationaux reflétant la Convention relative aux droits de l'enfant. Plusieurs participants ont fait valoir qu'il était important d'atteindre les enfants des minorités et des groupes marginalisés. De nombreux pays ont créé des parlements d'enfants et d'autres mécanismes permettant aux jeunes de s'exprimer, y compris des journaux écrits par des enfants pour des enfants.

Nombre de participants, parmi eux les jeunes délégués, ont jugé qu'il était important que la version définitive du document final fasse l'objet d'un consensus, afin que chacun, une fois rentré dans son pays, dispose d'une fondation solide pour l'avenir. Comme l'un des co-présidents l'a déclaré dans sa conclusion, l'avenir offrirait une vision trop effroyable si le monde ne faisait pas de progrès à la suite de la Session.